

À LA UNE

Ça flambe !



Au quinzième jour de l'offensive russe sur l'Ukraine, l'onde de choc économique affole les marchés. Envolée des prix de l'essence, du gaz et des matières premières... Les Girondin-es s'alarment.

Dans cette station-service de Saint-André-de-Cubzac, le prix du litre de gazole a dépassé celui de l'essence. Il atteint les 2,28 €.

« Un prépayé s'il vous plaît ! » Un billet de dix euros posé sur le comptoir de cette station essence du centre de Saint-André-de-Cubzac. « C'est tout le temps comme ça maintenant, les gens font de tout petits pleins. Dix, vingt euros. » La responsable de caisse raconte sa station désertée, la colère des usageres qu'elle prend en pleine face « comme si c'était de ma faute ». Depuis le début de la guerre en Ukraine, les prix sont actualisés quotidiennement : « Ça ne fait que grimper », souffle-t-elle. Ce mercredi matin, le litre de gazole a dépassé la barre symbolique des deux euros. À Saint-André-de-Cubzac aussi, le souvenir des premières étincelles gilets jaunes reste vif : le gazole chiffrerait alors à 1,53 €.

« 117 €, et même pas le plein ! »

Franck préfère en rire : « Avant, avec ça je faisais presque deux pleins. » Comme beaucoup ici, il parcourt 80 kilomètres chaque jour, pour aller travailler à Bordeaux où il est couvreur. Peu importe les prix, il n'a pas le choix : « qu'est-ce que vous voulez que l'on fasse », lance le sexagénaire en appuyant sur le pistolet jaune de la pompe n°2. Clac, « 117 €, et même pas le plein ! » Même constat pour les autres travailleur-euses qui s'aventurent à la station ce matin. « C'est un truc de fou », lâche une mère de fa-

mille. Elle s'inquiète pour son fils au budget essence de 250 € mensuels qui « galère à la fin du mois ». On serre les dents et la ceinture, le pouvoir d'achat déjà fragile accuse le coup.

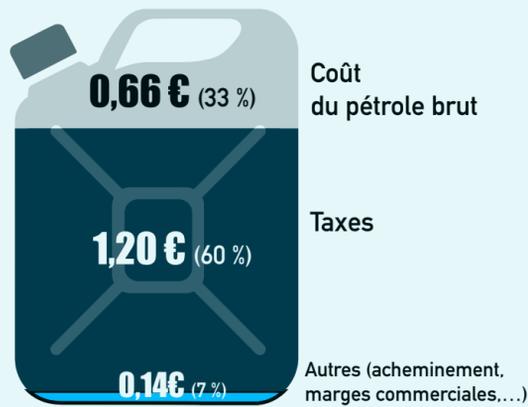
Pourquoi ça flambe ?

La reprise économique post-Covid a stimulé la demande d'énergie, faisant grimper les prix. Et « le plus dur est encore à venir », a averti le patron de E.Leclerc au micro de France Info. La guerre qui fait rage en Ukraine a des répercussions directes sur le cours du pétrole brut : la menace d'embargo affole les marchés. Le baril valait 90 \$ il y a un mois, il culmine aujourd'hui à près de 120 \$. Pour l'heure, le principal risque n'est pas que la France décide de boycotter le pétrole russe mais que la Russie décide d'arrêter ses exportations vers la France, qui soutient Kyiv*. Le prix du litre suit le prix du brut, avec environ onze jours de décalage. La semaine passée, le litre a augmenté de quatorze centimes. Un choc énergétique « comparable en intensité, en brutalité, au choc pétrolier de 1973 », estime le ministre de l'Économie français, mercredi matin.

Le gouvernement attendu au tournant

Cinq euros d'essence plus tard, à 35 kilomètres de là, Henri Bellière et son collègue Patrick Loubaki de l'Association nationale des consom-

2 € ET 60 % DE TAXES



mateurs (CLCV) s'inquiètent d'une telle flambée des prix. « Nous attendons que le gouvernement renouvelle l'aide de 100 € qui a été mise en place en fin d'année. » Si l'exécutif a promis des annonces dans les jours à venir, la CLCV réclame des actions sur le long terme : « Le rôle de l'État est de réguler le marché. Il faut baisser les taxes en place et plafonner les prix. » Des taxes qui représentent en réalité plus de la moitié du prix payé à la pompe : 20 % de TVA, 40 % de taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) qui augmente chaque année.

À quelques semaines du premier tour de l'élection présidentielle, plusieurs candidat-es se saisissent du sujet, prônant une baisse immédiate des taxes ou la mise en place d'un prix bloqué. En attendant, certain-es automobilistes prennent les choses avec philosophie : « Je suis d'origine polonaise, je comprends... », glisse Hervé. Les ressentiments de la guerre, ici, frappent au portefeuille. Après l'or noir viendront le blé et le gaz, deux matières premières qui dépendent en grande partie des ressources russes.

Ségo RAFFAITIN @SRaffaitin
Bastien MARIE @BastienMarie9

ET AUSSI

LES CAMPAGNES ÉLECTORALES BOUSCULÉES PAR LA GUERRE

L'OPÉRA NATIONAL DE BORDEAUX JOUE POUR L'UKRAINE

DES PERMANENCES JURIDIQUES GRATUITES POUR LES FEMMES

EN BREF

Collecte de produits d'urgence à l'université Bordeaux Montaigne

En soutien au peuple ukrainien, l'Université Bordeaux Montaigne organise une collecte de produits d'urgence et de première nécessité jeudi 10, vendredi 11 et lundi 14 mars. Les dons peuvent être déposés à l'Accueil général du campus de Pessac de 8h30 à 17 heures. Ils seront ensuite acheminés à la frontière par l'association Ukraine amitié. Plus d'informations sur u-bordeaux-montaigne.fr

Biden décrète un embargo sur le pétrole et le gaz russes

Le président américain a décrété mardi 8 mars un embargo sur les importations de pétrole et de gaz russes afin de « porter un nouveau coup puissant à Poutine ». L'importation énergétique américaine en provenance de Russie est estimée à 7 % selon l'Administration américaine d'informations sur l'énergie.

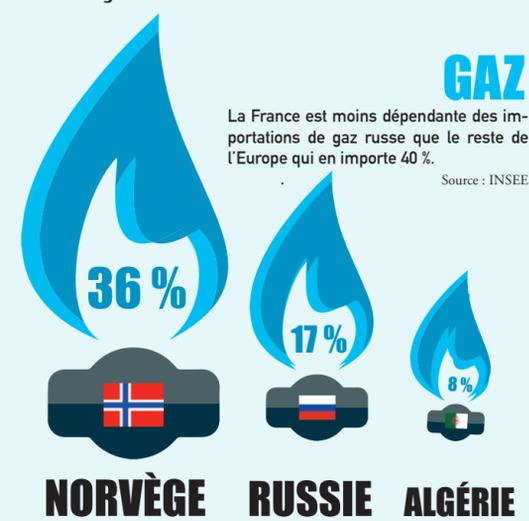
Le Royaume-Uni veut suivre la même voie d'ici la fin de l'année.

Livraison d'avions Mig-29 à l'Ukraine

Le Kremlin a dénoncé mercredi 9 mars « un scénario potentiellement dangereux » si la Pologne venait à transférer des avions de combats aux Américains pour les donner à l'Ukraine. Une idée proposée par Varsovie mais considérée comme « irréalisable » mardi par Joe Biden.

* Imprimatur a fait le choix d'adopter le nom ukrainien de la capitale.

LES IMPORTATIONS FRANÇAISES D'ÉNERGIE EN 2020



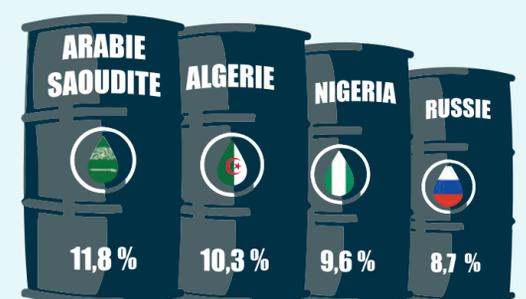
La France est moins dépendante des importations de gaz russe que le reste de l'Europe qui en importe 40 %.

Source : INSEE

Sur les 33,2 millions de tonnes importées par la France, 2,9 sont d'origine russe.

Source : Ministère de la Transition Écologique

PÉTROLE



« Les prix du gaz vont continuer à augmenter »

Sophie Méritet, maîtresse de conférences en sciences économiques à l'université Paris-Dauphine-PSL, rappelle la dépendance française et européenne à l'énergie russe (gaz, pétrole, charbon). Pour elle, se tourner vers d'autres fournisseurs demanderait du temps et augmenterait les coûts.

À quel point la France est-elle dépendante du gaz russe ?

Nos importations en gaz proviennent à 17 % de Russie. C'est notre deuxième fournisseur derrière la Norvège. C'est moins que d'autres pays : l'Allemagne en dépend à 55 %, la République Tchèque ou la Lettonie à 100 %.

La France pourrait-elle se permettre d'arrêter maintenant ses approvisionnements en gaz russe pour sanctionner l'invasion de l'Ukraine ?

On ne tiendrait pas longtemps, nous avons des stocks limités. Il faudrait rapidement changer de fournisseurs et ce n'est pas simple. L'approvisionnement en gaz se fait à travers des contrats à long terme et les fournisseurs historiques de l'Europe comme la Norvège et l'Algérie sont à leur capacité maximale d'exportation.

Une solution serait d'importer davantage de gaz naturel liquéfié (GNL), notamment des États-Unis. Mais au niveau européen, nos capacités d'importation sont à leur niveau maximal. Il faudrait construire de nouvelles infrastructures, des terminaux de regazéification. Cela prendrait du temps et ce serait très coûteux.

À plus long terme, la France pourrait-elle se passer complètement du gaz russe ?

Cela pose la question de l'utilité du gaz, une énergie polluante. Peut-être que cette crise va nous permettre d'accélérer la transition énergétique et le développement des énergies renouvelables.

Pouvons-nous imaginer que la Russie, pour protester contre les sanctions occidentales, coupe ses exportations en gaz à l'Europe ?

Depuis l'automne, Moscou livre le minimum requis par contrat, ce qui a fortement fait augmenter le prix du gaz, en dehors de la crise ukrainienne. La quantité de gaz qui provient de Russie ne peut être qu'à la baisse. On imagine mal le Kremlin continuer de faire passer du gaz par l'Ukraine, sans parler de possibles destructions de gazoducs. Vont-ils se limiter au minimum requis par contrat ou vont-ils stopper complètement leurs livraisons ? Difficile à dire.

Quelles sont vos projections à moyen terme ?

Les prix vont continuer à augmenter. Et en nous tournant davantage vers des fournisseurs lointains, comme les États-Unis ou le Mexique, ce sera forcément plus cher.

Raphaël JACOMINI

À chaque camp sa stratégie électorale

L'offensive russe en Ukraine bouscule la campagne depuis deux semaines. En Gironde, les mouvements politiques sont forcés de prendre en compte cette actualité pour faire entendre leur voix.

« J'ai une pensée pour les femmes ukrainiennes qui se battent en Russie », a solennellement déclaré Valérie Pécresse dans une courte vidéo de présentation diffusée mardi soir, au cinéma Jean-Eustache, à Pessac. Les adhérent-es Les Républicains du département y étaient réuni-es pour mettre en avant les mesures féministes de la candidate. Impossible pour autant de lancer le débat sans parler du conflit en Europe de l'Est. En Gironde, l'invasion russe bouleverse la campagne déjà très perturbée par la crise du Covid-19. « Nous sentons une réelle inquiétude à cause des conséquences sur le prix de l'essence, note Benoît Rautureau, président de la Fédération Les Républicains de Gironde. Mais nous ne modifierons pas notre stratégie. Nous voulons parler santé, travail, sécurité... Et nous continuerons d'appuyer sur ces thématiques connexes. »

Nouvelles préoccupations

Un point de vue partagé par Florence Guéry, co-secrétaire d'Europe Écologie Les Verts Bordeaux. La référente du comité Bordeaux Jadot

constate, malgré tout, que certaines mesures préconisées par son candidat ont gagné en visibilité depuis le déclenchement du conflit en Ukraine. « Le nucléaire est à nouveau un sujet phare », pointe-t-elle. La militante fait référence à la prise de la centrale de Tchernobyl, l'attaque de celle de Zaporijia et les menaces nucléaires de Vladimir Poutine. Des directives nationales sur la manière d'aborder le conflit ont également été adressées aux militant-es. « Nous devons continuer le tractage mais éviter les déclarations publiques pendant quelques jours, par respect », résume Florence Guéry.

Pesante opportunité

D'autres, au contraire, ont rapidement pris la parole pour clarifier leur position vis-à-vis du conflit. « Il a fallu qu'on se justifie », déplore Henri Flandé, militant girondin La France insoumise. Après un appel au rassemblement place de La Victoire, en solidarité avec l'Ukraine, les Insoumis ont été interpellé-es pour leur proximité présumée avec Vladimir Poutine. « Nous passons désormais beaucoup de temps, sur le terrain



« Nous ne modifierons pas notre stratégie locale », assure Benoît Rautureau.

comme sur Internet, à expliciter nos positions pour apaiser les tensions », poursuit-il. Du côté des socialistes, la stratégie est plus offensive. Lors du dernier meeting bordelais d'Anne Hidalgo qui s'est tenu le 26 février, une tribune a été offerte à un membre d'Ukraine amitié. « Nous avons fait le choix de mettre en avant ce témoignage et de réduire le temps consacré aux représentants des collectivités », explique

Alessandro Di Somma, responsable de la section PS de Méribourg. Pour réduire l'écart avec Emmanuel Macron, le PS se retrouve forcé d'investir ce sujet d'actualité, au risque d'étouffer le débat de fond. « J'ai encore plus de craintes pour les législatives, précise-t-il. La mobilisation est généralement moindre, et la guerre ne semble pas prête de s'arrêter. »

Alexis Pfeiffer @AlexisPfeiffer

Le chœur de Bordeaux bat pour l'Ukraine

Alors que la Gironde commence à accueillir les premier-es réfugié-es ukrainien-nes, l'Opéra national de Bordeaux organise un concert caritatif, ce samedi, pour les victimes du conflit. Plus qu'une levée de fonds, une manière de rappeler que la musique ne s'arrêtera jamais de jouer pour l'Ukraine.

Le ciel de Bordeaux sera bleu et jaune samedi soir. En soutien à l'Ukraine, l'Opéra de Bordeaux ouvrira ses portes aux musiques du monde, pour un concert organisé avec le Secours populaire. Il servira à récolter des fonds pour les associations humanitaires d'Ukraine, de Pologne, de Moldavie et de Roumanie, qui ont ouvert leurs frontières aux réfugié-es. Plus qu'un événement caritatif, « c'est un concert pour la paix », affirme Emmanuel Hondré, le directeur de l'institution. Pour lui, l'Opéra de Bordeaux est intimement touché pour deux raisons : d'une part, un grand nombre d'artistes ukrainien-nes s'y produit régulièrement, d'autre part, le monde de la musique, dans sa globalité, se doit d'être solidaire : « La vie artistique est faite d'échanges entre les pays. La tragédie de l'Ukraine est aussi la nôtre. Le souhait n'est pas de remplir la salle, mais de mobiliser l'opinion, les artistes, et montrer qu'ils sont présents dans ce

débat international. » Pour l'occasion, l'Opéra a invité la violoniste ukrainienne Diana Tishchenko. En 2020, elle a été sélectionnée par la Philharmonie de Paris en tant que "rising star" (étoile montante). Un titre honorifique faisant d'elle une des meilleures solistes de sa génération.

Chanter l'espoir

Née en Crimée et se produisant entre l'Allemagne et la France, Diana Tishchenko s'est toujours engagée, à travers sa musique, pour la liberté des artistes dans le monde. Samedi, elle fera vibrer ses cordes sur *Chaconne*, de Johann Sebastian Bach (1723). Ce morceau a été choisi pour son univers dramatique, correspondant au mieux à la situation actuelle en Ukraine. « Il décrit un peuple abandonnant ses terres détruites et illustre la patrie opprimée, les enfants tués et les femmes en exil », raconte Salvatore Caputo, le chef de chœur de l'Opéra. Chaque sympho-

nie a été choisie pour l'émotion qui l'accompagne, afin de « toucher directement le cœur et l'âme du public ». D'abord, le chœur de l'Opéra de Bordeaux chantera *Nabucco : va, pensiero* (1842), de l'Italien Giuseppe Verdi, qui raconte la persécution des juifs et juives. Un air d'opéra qui rend hommage au président juif ukrainien Volodymyr Zelensky et au site du massacre nazi de Babi Yar, à Kyiv, détruit la semaine dernière par l'armée russe. Le chœur fera ensuite résonner l'espoir, avec *Magnificat* (1732), de Francesco Durante. Une musique positive qui traduit le rôle de l'humain dans sa recherche de solutions. Salvatore Caputo, précise que les textes choisis sont sacrés, « car le peuple ukrainien est très croyant et a beaucoup donné à la culture spirituelle européenne ». Pour lui, « le sentiment est toujours plus fort, dès lors qu'il est associé à la musique... Nous savons pourquoi nous allons chanter samedi. »

Colombe Serrand @SerrandColombe



Le chœur de l'Opéra national de Bordeaux, accompagné de la cheffe de chant Martine Marcuz (au piano) et du chef de chœur Salvatore Caputo.

DROIT DES FEMMES

82 avocat·es mobilisé·es

À l'occasion de la journée internationale des droits des femmes, des avocat·es ont proposé une aide juridique gratuite aux Girondines. Trente-cinq permanences pour accompagner et libérer la parole.

Entre deux grandes enseignes du centre commercial Mériadeck, des affiches colorées indiquent aux visiteur·ses l'emplacement du Point d'information des droits des femmes. Pour cette journée du 8 mars, des consultations juridiques gratuites complètent le dispositif mis en place en septembre 2020 par le Centre d'information des droits des femmes et des familles (CIDFF).

« En temps normal cette permanence n'ouvre ses portes qu'en matinée. Mais pour la journée des droits des femmes nous accueillons le public jusqu'à 17 heures », renseigne Lauren, la responsable du Point info. Parmi les personnes qui se sont présentées aujourd'hui, une dizaine a été reçue par une avocate bénévole, mobilisée pour l'occasion. Comme elle, 82 confrères et consœurs ont rejoint le dispositif soutenu par le barreau de Bordeaux. « Un vrai succès », se réjouit Lauren.

Gratuit et accessible

Morgane Dupré-Birkhahn, avocate spécialisée en droit de la famille, accueille les femmes qui ont pris rendez-vous, dans un bureau du local. « J'ai reçu un message de l'Ordre des avocats de Bordeaux indiquant que plusieurs permanences seraient installées sur tout le département. Je m'y suis inscrite », raconte-t-elle. Depuis ce matin, dix femmes confrontées à des problèmes divers ont défilé dans son bureau éphémère. « Certaines sont victimes de violences mais il ne s'agit pas uniquement de cela. Beaucoup ont d'abord besoin de conseils pour un divorce ou une rupture douloureuse. » Cette initiative est une aubaine pour Olivia, venue demander conseil pour une séparation. Résidente d'un foyer de travailleur·euses en Gironde, elle rencontre une avocate pour la première fois. « J'ai entendu parler de cette aide par une personne de mon entourage. J'ai enfin l'occasion d'être accompagnée par une professionnelle. Non seulement c'est gratuit mais en plus c'est



Lauren, la responsable du Point info, en charge de l'accueil des femmes.

accessible », s'enthousiasme-t-elle. En plus de les informer sur leurs droits, l'avocate propose un suivi adapté à chacune. « Quand l'affaire n'est pas de mon ressort, je redirige les personnes vers d'autres structures. »

Une aide nécessaire

Sensible aux problématiques en lien avec les violences familiales, Morgane Dupré-Birkhahn a accueilli ce dispositif très favorablement. « On constate que beaucoup de femmes ont du mal à pousser la porte d'un cabinet d'avocat·es. La démarche est beaucoup plus simple dans un centre commercial. » C'est en septembre 2020, pendant le confinement, que le Point d'information a été créé en réponse à l'augmentation des cas de violences conjugales. Maître Dupré-Birkhahn rappelle que la multiplication du nombre de consultations s'explique d'abord par la libération de la parole. « Plus on en parle, plus les femmes osent dénoncer. » Deux ans plus tard, le Point info existe encore. Inquiète mais déterminée, Lauren continue son travail : « Ce sont des problématiques qui perdurent. Tant qu'elles seront là nous le serons aussi. »

Sarah Khorchi @SarahKhorchi